

campagne de pêche de 1986, et les négociations allaient déjà bon train pour la campagne de 1987. D'autre part, les pourparlers entre les deux gouvernements concernant les ressources en saumon du fleuve Yukon se sont poursuivis.

En coopération avec les gouvernements territoriaux et les groupes autochtones, le Canada a négocié un projet de convention sur la conservation de la harde de caribous de la Porcupine. Ce troupeau de 180 000 têtes, qui migre entre le Canada et l'Alaska, occupe une place importante dans la vie de groupes d'autochtones canadiens. Aux termes de cette convention sera créé un conseil bilatéral qui donnera des conseils et fera des recommandations concernant la gestion et la protection de la harde.

Le Canada, toujours en consultation avec les gouvernements territoriaux et les groupes d'autochtones, a fait connaître ses vues aux États-Unis au sujet d'une proposition visant à permettre la prospection pétrolière et gazière de la réserve faunique nationale de l'Alaska. L'exploitation sauvage de cette région mettrait en danger la faune transfrontalière.

### Énergie et transport

Depuis le Sommet de Québec, le commerce de l'énergie entre le Canada et les États-Unis a été l'une des plus grandes réussites de la relation bilatérale. L'engagement pris par les deux gouvernements d'adopter une approche axée sur les marchés a stimulé ce commerce en 1986 (valeur d'environ 12 milliards de dollars). Au cours de la même année financière, le Canada a été le principal fournisseur de pétrole brut aux États-Unis et presque le seul fournisseur international de gaz naturel et d'électricité sur le marché américain. De leur côté, les États-Unis ont exporté des quantités importantes de produits pétroliers et de pétrole brut au Canada, devenant ainsi l'unique source des importations canadiennes de charbon (valeur de 744 millions de dollars). Ces approvisionnements fiables favorisent l'efficacité économique et procurent des avantages considérables aux deux pays. La situation n'est cependant pas idéale. Le sentiment protectionniste très fort aux États-Unis a nui à une bonne entente bilatérale dans le secteur de l'énergie : ainsi, au milieu de 1986, de nombreux projets de loi ont été déposés au Congrès et ceux-ci risquent d'avoir, directement ou non, une influence sur l'ensemble des exportations canadiennes. De plus, une décision rendue en décembre 1986 par la Commission fédérale de réglementation de l'énergie a sérieusement compromis les exportations de gaz canadien aux États-Unis.

La gestion du transport entre les deux pays a été d'une importance capitale afin d'assurer que le mouvement transfrontalier de personnes et de produits se poursuive de façon rapide et efficace. Des rencontres bilatérales ont eu lieu périodiquement pour examiner les aspects techniques et politiques du transport de surface. Par ailleurs, un groupe consultatif canado-américain chargé des questions relatives à la Voie maritime du Saint-Laurent et aux Grands Lacs a été mis sur pied pour faciliter cette gestion.

### L'espace

Au chapitre des communications et des questions spatiales, le Canada a fait clairement ressortir la nécessité

d'attribuer un spectre de fréquences adéquat au service mobile de télécommunications alimenté par satellite tel qu'exprimé dans un échange de notes en 1982. Le Canada et les États-Unis collaboreront dans le cadre de négociations multilatérales pour assurer un accès suffisant. Le Canada a également poursuivi ses négociations pour s'assurer une participation au programme de mise en service d'une station spatiale habitée en permanence. Il fera don d'un centre d'entretien mobile d'une valeur de 800 millions de dollars, à condition que la station soit utilisée uniquement à des fins pacifiques, comme convenu lorsque le Canada a accepté de prendre part au programme.

### Propriété intellectuelle

Les questions de propriété culturelle et intellectuelle continuent de surgir des deux côtés de la frontière. Ainsi, le gouvernement des États-Unis a exprimé son inquiétude au sujet des entraves posées par la politique canadienne relative à la publication et à la diffusion d'ouvrages, ainsi que des dispositions concernant l'octroi de permis qu'on envisage d'apporter à la *Loi sur l'importation de vidéosgrammes*. En ce qui a trait à la propriété intellectuelle, la proposition par le gouvernement d'amendements à la *Loi sur le droit d'auteur* a répondu aux préoccupations nationales et a permis de mettre en place des mesures anti-piratage plus efficaces. Toutefois, la décision de reporter l'introduction d'un droit de rediffusion des signaux retransmis par câble ou par satellite (en raison de la complexité de la mesure en question) a été moins bien accueillie.

### Communications et culture

Au cours de l'année visée par ce rapport, le Ministère, l'ambassade canadienne à Washington et les 12 consulats ont intensifié considérablement leurs activités dans les milieux culturels, universitaires et publics américains. Même avant qu'une décision du Cabinet soit prise au sujet des relations culturelles internationales du Canada à l'automne 1986 (*Voir* Chapitre 8), les programmes du Ministère concernant la promotion des arts et les relations universitaires avaient accordé la priorité aux États-Unis dans ce domaine et leur avaient, en conséquence, affecté de plus importantes ressources. Le programme d'études canadiennes, visant à stimuler la recherche et les études sur le Canada dans les universités et collèges américains et dans l'ensemble du système d'enseignement aux États-Unis, a notamment été élargi. De même, l'intensification des activités liées au programme a donné aux artistes canadiens et à leurs œuvres une meilleure chance de percer aux États-Unis, tant dans le secteur public que commercial.

En ce qui concerne les affaires publiques et les communications, la priorité accordée par le gouvernement à la relation canado-américaine a pris la forme d'initiatives destinées à présenter à divers façonneurs de l'opinion américaine un éventail de données factuelles sur le rôle du Canada dans cette relation. Une nouvelle série de publications, dont une intitulée *Partners in Prosperity*, ont vu le jour et ont été largement diffusées auprès d'éléments clés du public américain. Ces publications exposent une variété de faits sur les grandes questions commerciales et